

Curriculum vitae: Jacques St Amant

FAITS SAILLANTS et APTITUDES

- ▶ Vaste expérience (20 ans) et aptitudes reconnues en matière de recherche et d'analyse, de synthèse, de conseil stratégique et de représentation en matière de politique publique et de développement pour des organisations, et principalement des associations de consommateurs;
- ▶ Vaste expérience (20 ans) et aptitudes reconnues en matière de rédaction de documents de toutes sortes, y compris des analyses, des rapports de recherche, des comptes rendus, des articles de magazine et des contrats;
- ▶ Vaste expérience (27 ans) et aptitudes reconnues en droit de la consommation, notamment dans les domaines des services financiers et des industries réglementées, y compris l'énergie;
- ▶ Grande expérience (20 ans) dans le domaine de la protection des renseignements personnels et de l'accès à l'information, autant dans le cadre des processus pré-législatifs et législatifs que dans l'application des lois;
- ▶ Excellente maîtrise de la langue française et grande maîtrise de la langue anglaise, écrite et parlée, manifestée notamment par la traduction occasionnelle de communications scientifiques de divers chercheurs en sciences sociales ou d'autres documents;
- ▶ Très grande autonomie et capacité élevée de travailler sous pression, combinées à un haut degré de souplesse et à une très bonne capacité de travailler en équipe et de gérer des projets.

Coordonnées:

Adresse: 5120, boul. Pie-IX., app. 5
Montréal, Qc
H1X 2B6

courriel: st-amant.jacques@uqam.ca

Régie de l'énergie
DOSSIER: R-3814-2012
DÉPOSÉE EN AUDIENCE
Date: 17 DÉCEMBRE 2012
Pièces n°: C-ACEFO-0024

FORMATION

2008-2009	Université du Québec à Montréal	doctorat en droit (scolarité partielle ¹)
1986-1987	Université de Montréal	maîtrise en droit (scolarité partielle)
1982-1983	Centre de formation professionnelle du Barreau	permis d'exercice de la profession d'avocat
1979-1982	Université de Montréal	baccalauréat en droit

ACTIVITÉS de CONSEIL et de FORMATION

2006 – à ce jour **Chargé de cours**

- au sein du département des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal, titulaire de charges de cours en droit de la consommation;

2012 **Chargé de cours**

- au sein de la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal, titulaire d'une charge de cours en droit de la consommation;

2011 – 2012 **Conseiller, questions de consommation**

- pour le Groupe de travail sur l'examen du système de paiement constitué par le ministre des Finances du Canada, secrétariat du comité consultatif sur les questions de consommation, recherche, rédaction d'analyses et d'autres documents et traduction;

2008 **Chargé de cours**

- au sein de la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, titulaire d'une charge de cours en droit de la consommation;

2000 – à ce jour **Conseiller stratégique**

- pour divers clients, pratique axée sur l'activité de conseil, la recherche, l'analyse et l'obtention de mesures législatives ou réglementaires, principalement dans les domaines de la protection du consommateur et de la protection des renseignements personnels;

¹ Dont un cours intitulé *Méthodologie de la recherche interdisciplinaire*, réussi avec la mention «A+».

- activités incluant la coordination de comités de travail, la rédaction de documents, la négociation, la participation à divers comités et la comparution devant de nombreux comités parlementaires;

2000 – 2002

Conseiller – gestion des renseignements personnels

- pour la société **Zero-Knowledge Systems**, spécialisée dans les technologies informatiques visant la protection des renseignements personnels et la consultation, pratique axée sur l'analyse de la conformité de la clientèle aux exigences réglementaires au Canada et à l'étranger, la mise en place de politiques assurant la conformité de la société à la législation ainsi que l'analyse et l'obtention de mesures législatives et réglementaires dans le domaine de la gestion des renseignements personnels;

1994 – 2000

Conseiller en affaires législatives et réglementaires

- pour **Option consommateurs**, une association de consommateurs, pratique axée sur la recherche juridique et sur l'analyse, la conception et l'obtention de mesures législatives ou réglementaires, principalement dans les domaines des services bancaires et financiers, de la protection des renseignements personnels et de la protection du consommateur;
- activités incluant également la préparation d'avis juridiques et de contrats, la négociation, la participation à divers comités de travail et la comparution devant de nombreux comités parlementaires;

1990 – 1994

Avocat

- dans la section de droit des affaires du cabinet **Stikeman, Elliott**, pratique en droit des sociétés, en droit bancaire, en droit commercial et en droit civil;

1986 – 1990

Avocat

- pratique individuelle dans les domaines du droit civil et du droit des sociétés, axée sur les questions liées à la constitution et au fonctionnement des personnes morales et sur le droit civil;

1983 – 1986

Avocat-rechercheur

- avocat-rechercheur attaché à la Cour supérieure du Québec, district de Montréal.

AUTRES ACTIVITÉS

- Membre (1996 – 2008, 2011 à ce jour) du Comité consultatif des intervenants de l'**Association canadienne des paiements**, institué par la *Loi canadienne sur les paiements*, L.R.C., c. C-21 ;
- Membre de nombreux groupes de travail de l'Association canadienne des paiements (1994 – à ce jour);
- Membre (1998 – 2004) du conseil d'administration de la **Chambre de la sécurité financière**, instituée par la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2, et responsable du comité de réglementation de la Chambre (2000 – 2004);
- Membre (1996-98) du **Comité consultatif sur le système de paiement** institué par le Secrétaire d'État (institutions financières internationales) du Canada;
- Membre du comité consultatif de l'**École des Affaires publiques et communautaires** de l'Université Concordia (1999 – à ce jour);
- traduction (du français à l'anglais et de l'anglais au français) de documents, et notamment de communications scientifiques (1995 – à ce jour);
- Conférencier, paneliste ou animateur lors de divers colloques, congrès et séminaires, organisés par exemple par l'**Institut canadien**, *Neotelis inc.*, l'**AAPI** (Association sur l'accès et la protection de l'information), l'Association canadienne des paiements, le **Regroupement des cabinets de courtage d'assurance du Québec** et la *Consumers Foundation* (Taiwan);
- membre d'un comité d'attribution de subventions du **ministère de l'Éducation du Québec** et du comité de liaison avec les organismes représentant les entités subventionnées (1989-1990);
- Membre d'un comité régissant l'allocation de fonds à plus de 200 organismes bénéficiant du soutien de **Centraide du grand Montréal** (1994 -1996), ainsi que membre (1986-1996) et président (1993 - 1996) du comité encadrant l'allocation de fonds à 18 d'entre eux;
- Membre du Comité des équivalences du **Barreau du Québec** (1993 -1995);
- Administrateur, membre du comité exécutif ou secrétaire de divers organismes sans but lucratif au cours des trente dernières années, dont **Option consommateurs** et le **Refuge des jeunes de Montréal**;
- Administrateur, membre du comité exécutif et secrétaire de la **Caisse populaire Édouard-Montpetit**, affiliée au mouvement Desjardins (1980-1983).

LISTE PARTIELLE DES PUBLICATIONS

- St Amant, Jacques. *The problem with adoption: an overview of some critical factors concerning payment mechanisms and user adoption in Canada*. Ottawa, Groupe de travail sur l'examen du système de paiement, 2011. 127 p.
- St Amant, Jacques. *Une erreur de diagnostic? Enjeux d'une harmonisation des régimes canadien et états-unien d'approbation des nouveaux médicaments*. Montréal, Option consommateurs, 2006. 64 p.
- St Amant, Jacques. *Le défi de l'identification des consommateurs dans le cadre des nouveaux mécanismes de paiement électronique*. Montréal, Option consommateurs, 2006. 60 p.
- St Amant, Jacques. *Les recours collectifs transfrontaliers et les droits des consommateurs*. Montréal, Option consommateurs, 2006. 32 p.
- St Amant, Jacques. *La triste histoire d'un code condamné: les déboires de la mise en oeuvre du Code de pratique des services de cartes de débit*. Montréal, Option consommateurs, 2006. 73 p.
- St Amant, Jacques. *Tous les étangs gisent gelés: le patient espoir d'une réforme du droit de la concurrence canadien*. Montréal, Option consommateurs, 2006. 67 p.
- St Amant, Jacques. *Se hâter lentement: la réforme de l'encadrement des marchés financiers canadiens*. Montréal, Option consommateurs, 2006. 34 p.
- St Amant, Jacques. *L'énergie et le développement durable du Québec*. Montréal, Option consommateurs, 2005. 27 p.
- St Amant, Jacques. *Tourments et remèdes: les consommateurs canadiens et le prix des produits pétroliers*. Montréal, Option consommateurs, 2005. 28 p.
- St Amant, Jacques. *Le bon grain et l'ivraie: les scores de crédit et le filtrage automatisé des consommateurs canadiens*. Montréal, Option consommateurs, 2005. 160 p.
- St Amant, Jacques. *Les impacts de la gestion électronique des droits de propriété intellectuelle sur les consommateurs canadiens*. Montréal, Option consommateurs, 2004. 42 p.
- St Amant, Jacques. *Des réformes pour assurer la sécurité énergétique des consommateurs québécois*. Montréal, Option consommateurs, 2004. 125 p.
- St Amant, Jacques. *Pris dans la toile: les consommateurs canadiens et les contrats proposés par les fournisseurs de services Internet*. Montréal, Option consommateurs, 2004. 63 p.

- St Amant, Jacques. *Pour un citoyen responsable et respecté: la révision quinquennale de la législation relative à l'accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels*. Montréal, Option consommateurs, septembre 2003. 24 p.
- St Amant, Jacques. *L'erreur de Pandore – la concurrence et l'évolution du réseau Interac au Canada*. Montréal, Option consommateurs, 2003. 203 p.
- St Amant, Jacques. *Le cadre juridique des paiements électroniques au Canada: quand Fortune se fait virtuelle*. Montréal, Option consommateurs, 2002. 338 p.
- Perrin, Stephanie; St Amant, Jacques; Hosein, Gus. *An Analysis of International Initiatives on High-Tech Crime – A Review of Implications for the Canadian Policy Environment*. Montréal, Zero-Knowledge Systems, 2001. 102 p.
- St Amant, Jacques. *Des experts de fortune: un aperçu du marché québécois du conseil en matière de placements*. Montréal, Option consommateurs, 2000. 88 p.
- St Amant, Jacques. *Les portes closes – l'état alarmant des réseaux des institutions financières*. Montréal, Option consommateurs, 1998. 160 p.
- St Amant, Jacques. *La protection des renseignements personnels: il reste beaucoup à faire*. Montréal, Option consommateurs, 1997. 19 p.
- St Amant, Jacques. *L'impromptu de l'ego: discordances entre les cartes et l'identité*. Montréal, FNACQ et ACEF-Centre, 1997. 33 p.
- St Amant, Jacques. *Les hauts et les bas de l'accès aux services bancaires au Canada*. Montréal, ACEF-Centre, 1996. 93 p.
- St Amant, Jacques. *La protection des renseignements personnels et le cas du Québec: une première évaluation*. Ottawa, Industrie Canada, 1995. 54 p.
- St Amant, Jacques. *Le processus judiciaire dans une législation fédérale relative à la protection des renseignements personnels dans le secteur privé: quelques éléments de discussion*. Ottawa, Industrie Canada, 1995. 22 p.
- St Amant, Jacques. *L'Ombudsman des banques: un instrument pour s'accorder*. Montréal, ACEF-Centre, 1995. 98 p.
- St Amant, Jacques. *Le traitement des plaintes au sein des institutions financières: une oeuvre inachevée*. Montréal, ACEF-Centre, mai 1995. 91 p.
- St Amant, Jacques. *Mémoire relatif au projet de loi sur la protection des renseignements personnels*. Montréal, ACEF-Centre et Fédération nationale des associations de consommateurs du Québec, 1993. 93 p.
- St Amant, Jacques. *Les retraits préautorisés: un portrait sommaire*. Montréal, ACEF-Centre, 1990. 79 p.